

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 657

[C — 98/29106]

20 FEVRIER 1998. — Arrêté du Gouvernement fixant les procédures d'agrément et de retrait d'agrément des services communautaires et des centres locaux de promotion de la santé, et les missions du centre de recherche opérationnelle en santé publique

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 1997 fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, et certaines mesures de son exécution;

Vu l'avis du Conseil supérieur de promotion de la santé, donné le 16 janvier 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 février 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 février 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996.

Vu l'urgence;

Considérant que l'agrément accordé à titre transitoire aux Services communautaires et aux Centres locaux de promotion de la santé par les articles 19 et 20 du décret susvisé expire le 31 août 1998, et qu'il convient au plus tôt de fixer les procédures d'agrément et de retrait d'agrément, afin que les organismes intéressés puissent rentrer leur demande de telle sorte que les procédures soient menées à bonne fin avant l'échéance prérapplée;

Considérant qu'il convient également que les missions du CROSP soient redéfinies au plus tôt afin qu'il puisse apporter son concours au Conseil supérieur de promotion de la santé;

Sur proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 16 février 1998,

Arrête :

CHAPITRE 1er. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° décret : le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française;

2° Ministre : le Ministre ayant la promotion de la santé dans ses attributions;

3° Conseil supérieur : le Conseil supérieur de promotion de la santé, visé à l'article 4 du décret;

4° Service communautaire : un Service communautaire de promotion de la santé, tel que défini à l'article 9 du décret;

5° Centre local : un Centre local de promotion de la santé, tel que défini à l'article 11 du décret;

6° arrêté du 17 juillet 1997 : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 1997 fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, et certaines mesures de son exécution;

7° CROSP : le Centre de recherche opérationnelle en santé publique, visé à l'article 3 de l'accord de coopération du 18 mai 1995 entre l'Etat, la Communauté flamande et la Communauté française, sur le financement de l'Institut d'Hygiène et d'Epidémiologie pour la période 1995-1999;

8° directeur général : le directeur général des services du Gouvernement ayant la promotion de la santé dans ses attributions.

CHAPITRE 2. — *Conditions particulières à respecter en matière de personnel, locaux, équipements et fonctionnement par les Services communautaires et les Centres locaux**Section 1^{re}.* — Dispositions applicables aux Services communautaires

Art. 2. Afin de permettre la bonne exécution des missions confiées au Service communautaire, son équipe comprend toujours au moins :

a) un ou des membre(s) porteur(s) d'un diplôme universitaire ou d'un diplôme de l'enseignement supérieur non universitaire, et justifiant d'une formation spécifique en éducation pour la santé et d'une activité d'au moins trois ans à temps plein dans le domaine de la promotion de la santé à la date d'introduction de la demande d'agrément. Toutefois, ce critère d'activité est porté à cinq ans pour le(s) diplômé(s) ne justifiant pas d'une formation spécifique. Leur temps de travail cumulé ne sera pas inférieur à un équivalent temps plein;

b) un ou des membre(s) porteur(s) au minimum d'un diplôme du niveau requis pour le recrutement au niveau 2+ dans les services du Gouvernement de la Communauté et justifiant d'une formation adaptée à la réalisation des missions pour lesquelles l'agrément est demandé; leur temps de travail cumulé ne sera pas inférieur à un équivalent temps plein;

c) un ou deux membres exerçant la fonction de secrétariat et porteur(s) d'un diplôme du niveau requis pour le recrutement au niveau 2 dans les services du Gouvernement de la Communauté; leur temps de travail cumulé ne sera pas inférieur à un équivalent temps plein.

La coordination de l'équipe est confiée à un membre ayant la qualification prévue au littera a); ses prestations ne seront pas inférieures à 60 % d'un temps plein.

Au moins un membre de l'équipe doit être porteur d'un diplôme universitaire.

Art. 3. L'équipe visée à l'article 2 dispose de locaux permettant d'exercer les missions qui lui sont confiées. Elle dispose aussi du mobilier nécessaire, d'une ou plusieurs lignes téléphoniques, d'un équipement informatique de base, d'un télécopieur, d'un raccordement au courrier électronique avec adresse spécifique et d'un photocopieur. Si les missions confiées à l'équipe impliquent des contacts directs avec le public, au moins un local est réservé à cette activité; le matériel et la documentation à mettre à la disposition des demandeurs sont accessibles dans ce local.

Art. 4. Le Service communautaire est accessible les jours ouvrables pendant toute l'année, à l'exception de maximum quatre semaines par an. Il exerce ses missions sans distinction de tendances philosophique, politique ou religieuse.

Section 2. — Dispositions applicables aux Centres locaux

Art. 5. Afin de permettre la bonne exécution des missions confiées au Centre local, son équipe comprend toujours au moins :

a) un ou des membre(s) porteur(s) d'un diplôme universitaire ou d'un diplôme de l'enseignement supérieur non universitaire, justifiant en outre d'une formation spécifique en éducation pour la santé et d'une activité d'au moins trois ans à temps plein dans le domaine de la promotion de la santé à la date d'introduction de la demande d'agrément. Toutefois, ce critère d'activité est porté à cinq ans pour le(s) diplômé(s) ne justifiant pas d'une formation spécifique. Leur temps de travail cumulé ne sera pas inférieur à un équivalent temps plein;

b) un membre porteur d'un diplôme universitaire ou du niveau requis pour le recrutement au niveau 2+ dans les services du Gouvernement, justifiant en outre d'une formation spécifique en éducation pour la santé ou en documentation, ou d'une activité d'au moins trois ans à temps plein en promotion de la santé;

c) un ou deux membres exerçant la fonction de secrétariat et porteurs d'un diplôme du niveau requis pour le recrutement au niveau 2 dans les services du Gouvernement.

Le temps de travail global des personnes reprises aux littera b) et c) ne peut être inférieur à un équivalent temps plein et demi.

La coordination de l'équipe est confiée à un membre ayant la qualification prévue au littera a); ses prestations ne seront pas inférieures à 60 % d'un temps plein.

Art. 6. Le Centre local dispose de locaux adaptés à ses missions, plus particulièrement en matière de documentation et de coordination. Les locaux sont d'usage exclusif, bien identifiés et facilement accessibles tant aux professionnels qu'aux particuliers; en outre, le Centre local a à sa disposition une salle de réunion.

L'équipe dispose du mobilier nécessaire, d'une ou plusieurs lignes téléphoniques, d'un équipement informatique de base, d'un télécopieur, d'un raccordement au courrier électronique avec adresse spécifique et d'un photocopieur.

Art. 7. § 1^{er}. Le Centre local est ouvert 35 heures au moins par semaine. Il est accessible en dehors des heures de bureau au moins trois fois par semaine, selon les demandes. Une fermeture de maximum quatre semaines par an est autorisée. Pendant la période de fermeture, une permanence téléphonique est assurée via les partenaires de l'association; celle-ci garantit le service minimum au public. Les Services du Gouvernement sont informés de ces modalités.

§ 2. Le Centre local dont le ressort territorial couvre plusieurs arrondissements doit créer au moins une antenne distincte géographiquement de son siège principal d'activité, afin de répondre de manière optimale aux besoins de la population. Indépendamment du siège principal, chaque antenne dispose de moyens en personnel, en locaux et en matériel suffisants pour répondre aux besoins de la population desservie.

Art. 8. Le Centre local organise au moins deux fois par an une réunion de coordination avec les acteurs de terrain concernés par la promotion de la santé, dans son ressort territorial. Il en transmet le procès-verbal aux Services du Gouvernement.

Section 3. — Dispositions communes

Art. 9. § 1^{er}. L'engagement ou l'affectation du personnel visé aux articles 2 et 5 doit être effectif au plus tard nonante jours après l'entrée en vigueur de la décision d'agrément.

§ 2. La documentation et l'information à fournir aux demandeurs sont régulièrement mises à jour.

§ 3. Les services tels que photocopies, documentation, frais d'envoi de documentation, peuvent faire l'objet d'une récupération au prix coûtant.

§ 4. Dans les autres cas, sauf ceux expressément autorisés par le Gouvernement, le Service communautaire et le Centre local ne peuvent demander aucune rétribution aux tiers pour les services qu'ils rendent dans le cadre des missions qui leur sont confiées.

Art. 10. Le Service communautaire et le Centre local tiennent un dossier récapitulatif où sont consignés, pour chaque demande qui leur est adressée :

- le numéro de la demande;
- le profil ou l'identification du demandeur; les personnes concernées ont accès aux données et peuvent obtenir la rectification éventuelle, conformément à la loi du 8 décembre 1992 sur la protection de la vie privée et à ses arrêtés d'application. La confidentialité de ces renseignements est garantie par les Services communautaires et les Centres locaux;
- la date;
- l'objet de la demande;
- la nature de la réponse;
- le cas échéant, la rétribution demandée.

Un dossier est en outre tenu pour chaque demande nécessitant un suivi, avec indication de l'objet de la requête et du suivi qui lui a été donné.

Art. 11. § 1^{er}. Les Services communautaires et les Centres locaux participent régulièrement aux réunions des Comités de concertation visés respectivement aux articles 10, dernier alinéa, et 12, 2^e alinéa, du décret. Ces Comités sont composés de représentants dûment mandatés par leur pouvoir organisateur.

§ 2. Lors de leur installation, les Comités de concertation établissent un règlement d'ordre intérieur.

§ 3. Les Comités de concertation se réunissent à l'initiative de leur président, ou si un tiers de leurs membres lui en fait la demande.

Le directeur général, ou le fonctionnaire qu'il délègue à cet effet, est invité aux réunions.

§ 4. Outre les missions visées aux articles 10, dernier alinéa, et 12, 2^e alinéa, susvisés, les Comités de concertation font au Gouvernement et au Conseil supérieur les propositions qu'ils estiment utiles en vue de renforcer l'efficacité de leurs actions et d'améliorer le fonctionnement des structures actives dans le domaine de la promotion de la santé.

CHAPITRE 3. — Procédures d'agrément et de contrôle des Services communautaires et des Centres locaux

Art. 12. § 1^{er}. L'organisme ou service qui sollicite son agrément en qualité de Service communautaire introduit, auprès du Ministre, avec copie au directeur général, une demande établie selon le modèle figurant en annexe 1.

§ 2. Le demandeur doit, à l'appui de sa demande, apporter la preuve d'une expérience d'au moins cinq années dans le ou les domaines visés à l'article 9 du décret pour lesquels l'agrément est demandé, et s'engager à respecter les dispositions du décret et de ses arrêtés d'application, en particulier les dispositions des articles 2 à 4 et 9 à 11 du présent arrêté.

Art. 13. § 1^{er}. L'association qui sollicite son agrément en qualité de Centre local introduit auprès du Ministre, avec copie au directeur général, une demande établie selon le modèle figurant en annexe 2.

§ 2. Le demandeur doit, à l'appui de sa demande, s'engager à respecter les dispositions du décret et des arrêtés d'application, en particulier les dispositions des articles 5 à 11 du présent arrêté.

Art. 14. Les Services du Gouvernement sont immédiatement informés de tout changement qui interviendrait dans les données communiquées dans la demande initiale.

Art. 15. La demande d'agrément est soumise à l'avis du Conseil supérieur, accompagnée du rapport des Services du Gouvernement, portant notamment sur le respect des articles 9 et 13 du décret. Cet avis doit être donné dans un délai ne dépassant pas soixante jours. Le Gouvernement statue sur la demande d'agrément dans les trente jours de la notification de l'avis susvisé.

Art. 16. Chaque année, à partir de l'année qui suit leur agrément ou leur prorogation d'agrément, les Services communautaires et les Centres locaux font parvenir au Ministre, avec copie au directeur général, avant le 31 mars, un rapport succinct reprenant leur bilan d'activité et d'évaluation pour les douze derniers mois, ainsi que leur plan d'activité pour les douze mois à venir et, d'une manière plus générale, pour le plus long terme.

Art. 17. Les Services du Gouvernement effectuent sur place les contrôles tant fonctionnels que techniques concernant le respect des conditions de l'agrément de chaque Service communautaire ou Centre local. Ils communiquent leurs conclusions au Gouvernement.

Art. 18. Toute prorogation d'agrément au-delà de la durée fixée dans l'arrêté doit faire l'objet d'une demande introduite d'initiative, dans la forme prévue aux articles 12 et 13, au moins six mois avant l'expiration de l'agrément en cours.

CHAPITRE 4. — Procédure de retrait d'agrément des Services communautaires et des Centres locaux

Art. 19. Sans préjudice des dispositions du chapitre 6 de l'arrêté du 17 juillet 1997, un Service communautaire ou un Centre local peut se voir retirer son agrément :

- 1° s'il ne respecte pas les missions qui lui incombent par ou en vertu des dispositions du décret;

2° s'il ne respecte pas les conditions d'agrément fixées par le décret et les autres conditions fixées au chapitre 2 du présent arrêté et dans l'arrêté d'agrément;

3° s'il n'utilise pas les subventions qui lui sont accordées conformément aux conditions de l'arrêté du 17 juillet 1997 ou de l'arrêté accordant la subvention;

4° s'il n'informe pas les Services du Gouvernement des changements qui interviendraient dans les données communiquées dans la demande initiale.

Art. 20. Dès qu'il constate un ou plusieurs manquements visés à l'article 19, le directeur général envoie au Ministre un rapport circonstancié. Il en adresse, le même jour et par recommandé, copie au responsable du pouvoir organisateur du Service communautaire ou du Centre local concerné, qui peut, par lettre recommandée adressée au Ministre, faire valoir ses observations. Pour être recevable, cette lettre doit être expédiée au Ministre dans les quinze jours de la notification du rapport circonstancié, avec copie au directeur général.

Art. 21. Si le Gouvernement, en possession du dossier complet, estime qu'un ou plusieurs des manquements visés à l'article 19 sont établis, il notifie au Service communautaire ou au Centre local concerné une mise en demeure de se conformer dans les soixante jours aux dispositions du décret et des arrêtés qui en assurent l'exécution.

Art. 22. A l'expiration du délai fixé à l'article 21, le directeur général fait rapport au Ministre sur les mesures prises par le Service communautaire ou le Centre local suite à la mise en demeure notifiée par le Gouvernement, en précisant s'il y a lieu ou non de proposer au Gouvernement le retrait de son agrément. Il en adresse, le même jour et par recommandé, copie au responsable du pouvoir organisateur du Service communautaire ou du Centre local concerné, qui peut, endéans les quinze jours de la notification de la copie, demander par lettre recommandée adressée au Ministre à être entendu.

Le cas échéant, le responsable est entendu par le Ministre, en présence du directeur général, qui dresse un procès-verbal de l'entretien et le transmet au Ministre dans les quinze jours de l'audition du responsable concerné.

Art. 23. Si le Gouvernement, en possession du dossier complet, estime qu'un ou plusieurs des manquements visés à l'article 19 restent établis et que leur gravité justifie un retrait d'agrément, il notifie au Service communautaire ou au Centre local le retrait de son agrément.

CHAPITRE 5. — Missions du Centre de recherche opérationnelle en Santé publique

Art. 24. Le programme « Centre de recherche opérationnelle en santé publique (CROSP) », élaboré au sein de l'Institut scientifique de la Santé publique Louis Pasteur, et subventionné jusqu'au 31 décembre 1999 dans le cadre de l'accord de coopération du 18 mai 1995 susvisé, assure, tant au profit du Gouvernement qu'au profit du Conseil supérieur, une mission d'aide à la prise de décisions ou de recommandations par la présentation d'informations, documentées suivant les méthodes épidémiologiques, dans les domaines suivants :

1° estimation de l'état de santé des populations de la Communauté française et de son évolution;

2° identification des besoins prioritaires en matière d'actions de santé publique et proposition d'objectifs.

Le CROSP peut aussi être investi de missions complémentaires de recherches opérationnelles visant à organiser les actions choisies de manière rationnelle.

Art. 25. § 1^{er}. Une Commission "épidémiologie" est constituée au sein du Conseil supérieur. Elle est composée comme suit :

a) au moins trois experts désignés par le Conseil supérieur parmi ses membres effectifs et suppléants;

b) deux membres du CROSP, désignés par le directeur de l'Institut scientifique de la Santé publique Louis Pasteur;

c) deux membres des Services du Gouvernement, désignés par le directeur général.

§ 2. Le Conseil supérieur nomme le président de la Commission parmi les experts visés au § 1^{er}. Cette Commission se réunit à l'initiative de son président au moins trois fois par an.

§ 3. Le mandat des membres de la Commission prend fin soit par démission, soit par perte de la qualité en vertu de laquelle ils ont été désignés.

§ 4. Les membres effectifs et suppléants du Conseil supérieur désignés comme experts bénéficient des mêmes jetons de présence et indemnités de déplacement que les membres du Conseil supérieur, lors des réunions de la Commission.

Art. 26. La prolongation des missions du CROSP au-delà de la période couverte par l'accord de coopération du 18 mai 1995 susvisé fera, le cas échéant, l'objet d'un nouvel accord de coopération, sur avis du Conseil supérieur de promotion de la santé.

CHAPITRE 6. — Dispositions transitoire et finale

Art. 27. Jusqu'à l'installation des Comités de concertation visés respectivement aux articles 10, dernier alinéa, et 12, 2^e alinéa, du décret, leurs missions sont exercées par le Comité paritaire du Centre de coordination communautaire.

Art. 28. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 20 février 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Annexe 1

Demande d'agrément en qualité de Service communautaire de promotion de la santé

Intitulé de l'organisme ou du service demandeur :

.....

Statut juridique : (asbl, service d'une Université...) :

N.B. Pour les asbl, il y a lieu de joindre les statuts actualisés publiés au *Moniteur belge* et la liste des membres de l'Assemblée générale et du Conseil d'Administration.

Adresse du siège social :

Siège(s) d'activité :

Téléphone :

Fax :

E-Mail :

Responsable du pouvoir organisateur :

Mission(s) pour laquelle (lesquelles) l'agrément est demandé

(art. 10 du décret du 14.7.1997) :

Expérience utile dans la (les) mission(s) considérée(s) :

(à détailler)

Composition ou projet de composition de l'équipe (avec indication des qualifications et temps de travail de chaque membre; joindre copie des diplômes, contrat d'emploi ou arrêté d'affectation) :

.....

Coordinateur de l'équipe :

Heures d'ouverture du service :

Projet de travail, plan d'évaluation, planification des tâches :

.....

.....

Budget prévisionnel des activités pour lesquelles l'agrément est demandé, sur base annuelle :

(à ventiler par mission)

Le demandeur s'engage à respecter les dispositions des articles 2 à 4 et 9 à 11 de l'arrêté du 20 février 1998 fixant les procédures d'agrément et de retrait d'agrément des Services communautaires et des Centres locaux de promotion de la santé, et à engager ou affecter le personnel de l'équipe au plus tard nonante jours après l'entrée en vigueur de la décision d'agrément.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 février 1998 fixant les procédures d'agrément et de retrait d'agrément des Services communautaires et des Centres locaux de promotion de la santé, et les missions du Centre de recherche opérationnelle en santé publique.

La Ministre-Présidente, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Annexe 2

Demande d'agrément en qualité de Centre local de promotion de la santé

Intitulé de l'association demanderesse :

.....

(joindre les statuts actualisés, publiés au *Moniteur belge*, ainsi que la liste des membres de l'Assemblée générale et du Conseil d'Administration)

Adresse du siège social :

Téléphone :

Responsable du pouvoir organisateur :

Siège(s) d'activité :

Téléphone :

Fax :

E-Mail :

Ressort territorial pour lequel l'agrément est demandé :

Composition ou projet de composition de l'équipe affectée au Centre local de promotion de la santé (avec indication des qualifications et temps de travail de chaque membre; joindre copie des diplômes, des contrats d'engagement ou décisions d'affectation) :

Coordinateur de l'équipe :

Heures d'ouverture du Centre :

Description des locaux et de leur accessibilité :

Jours de permanence :

Programme d'actions coordonnées pluriannuel :

* Préciser :

- la description des actions et activités, ainsi que le rôle de chacun des partenaires;

- la planification précise des actions ponctuelles dans le temps;

- la budgétisation par action du programme. Celle-ci précisera l'investissement et le rôle de chacun des partenaires en application de l'article 14, §§ 1^{er} et 2 du décret du 14.7.1997, selon un modèle déterminé par les Services du Gouvernement;

- la description des relations entre chacune des actions ou activités du programme et le plan quinquennal;

- la description des collaborations avec les services communautaires et les autres intervenants.

* Joindre l'extrait des délibérations du Conseil d'Administration de l'association approuvant le programme d'actions coordonnées pluriannuel.

Le demandeur s'engage à respecter les dispositions des articles 5 à 11 de l'arrêté du 20 février 1998 fixant les procédures d'agrément et de retrait d'agrément des Services communautaires et des Centres locaux de promotion de la santé, et à engager ou affecter le personnel de l'équipe au plus tard nonante jours après l'entrée en vigueur de la décision d'agrément.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 février 1998 fixant les procédures d'agrément et de retrait d'agrément des Services communautaires et des Centres locaux de promotion de la santé, et les missions du Centre de recherche opérationnelle en santé publique.

La Ministre-Présidente, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 657

[C — 98/29106]

20 FEBRUARI 1998. — Besluit van de Regering tot bepaling van de procedures tot erkenning en intrekking van de erkenning van de gemeenschapsdiensten en de plaatselijke centra voor gezondheidspromotie, en de opdrachten van het centrum voor operationeel onderzoek inzake volksgezondheid

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap,

Gelet op het besluit van 17 juli 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bepaling van de datum van de inwerkingtreding van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap, en sommige schikkingen ter uitvoering ervan;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor gezondheidspromotie, gegeven op 16 januari 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 februari 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 19 februari 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de erkenning bij overgangmaatregel door de artikelen 19 en 20 van bovenvermeld decreet toegekend aan de Gemeenschapsdiensten en aan de plaatselijke Centra voor gezondheidspromotie op 31 augustus 1998 vervalt, en dat het aangewezen is zo vlug mogelijk de procedures ter erkenning en ter intrekking van de erkenning te bepalen, om de betrokken instellingen de mogelijkheid te geven hun aanvraag in te dienen zodanig dat de procedures vóór de voormelde vervalddag worden afgehandeld;

Overwegende dat het eveneens past dat de opdrachten van het CROSP zo vlug mogelijk opnieuw worden bepaald opdat het zijn medewerking aan de Hoge Raad voor Gezondheidspromotie zou kunnen verlenen;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, de Audiovisuele sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie,

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap op 16 februari 1998,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap;

2° Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de gezondheidspromotie behoort;

3° Hoge Raad : de Hoge Raad voor gezondheidspromotie, bedoeld bij artikel 4 van het decreet;

4° Dienst van de Gemeenschap : een Gemeenschapsdienst voor gezondheidspromotie, zoals bepaald bij artikel 9 van het decreet;

5° Plaatselijk Centrum : een plaatselijk Centrum voor gezondheidspromotie, zoals bepaald bij artikel 11 van het decreet;

6° besluit van 17 juli 1997 : het besluit van 17 juli 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bepaling van de datum van de inwerkingtreding van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap, en sommige schikkingen ter uitvoering ervan;

7° CROSP : het Centre de recherche opérationnelle et santé publique " (Centrum voor operationeel onderzoek inzake volksgezondheid), bedoeld bij artikel 3 van het samenwerkingsakkoord van 18 mei 1995 tussen Staat, Vlaamse Gemeenschap en Franse Gemeenschap inzake financiering van het Instituut voor Hygiëne en Epidemiologie voor de periode 1995-1999;

8° directeur-generaal : de directeur-generaal van de diensten van de Regering tot wiens bevoegdheid de gezondheidspromotie behoort.

HOOFDSTUK 2. — *Bijzondere door de Gemeenschapsdiensten en de plaatselijke Centra nate leven voorwaarden inzake personeel, lokalen, uitrustingen en werking**Afdeling 1. — Bepalingen toepasselijk op de Gemeenschapsdiensten*

Art. 2. Om de aan de Gemeenschapsdienst toevertrouwde opdrachten tot een goed einde te kunnen brengen, bestaat zijn ploeg altijd ten minste uit :

a) een lid of meer leden houder van een universitair diploma of een diploma van niet universitair hoger onderwijs en dat bewijs levert een specifieke opleiding inzake gezondheidsopvoeding te hebben genoten en een voltijdse beroepsactiviteit van ten minste drie jaar te hebben uitgeoefend inzake gezondheidspromotie op de datum van de indiening van de aanvraag tot erkenning. Dit criterium betreffende de activiteit wordt evenwel op vijf jaar gebracht voor de gediplomeerde(n) die geen bewijs levert (leveren) een specifieke opleiding te hebben genoten. Hun gecumuleerde arbeidstijd mag niet korter zijn dan een daarmee overeenstemmende voltijdse opdracht;

b) een lid of meer leden houder van ten minste een diploma van het niveau vereist voor de werving in niveau 2+ bij de diensten van de Regering van de Gemeenschap en waarbij bewijs wordt geleverd een opleiding te hebben genoten die aangepast is aan het uitvoeren van opdrachten waarvoor de erkenning is aangevraagd; hun gecumuleerde arbeidstijd mag niet korter zijn dan een daarmee overeenstemmende voltijdse opdracht;

c) een lid of twee leden dat (die) het secretariaat waarneemt (waarnemen) en houder van een diploma van het niveau vereist voor de werving in niveau 2 bij de diensten van de Regering van de Gemeenschap; hun gecumuleerde arbeidstijd mag niet korter zijn dan een daarmee overeenstemmende voltijdse opdracht.

De coördinatie van de ploeg wordt toevertrouwd aan een lid dat de kwalificatie heeft voorzien in lid a); zijn prestaties zijn niet korter dan 60 % van een voltijdse opdracht.

Ten minste een lid van de ploeg moet houder zijn van een universitair diploma.

Art. 3. De bij artikel 2 bedoelde ploeg heeft lokalen tot haar beschikking die haar toelaten de haar toevertrouwde opdrachten te vervullen. Zij beschikt eveneens over het nodige meubilair, over een of verschillende telefoonlijnen, over een basisuitrusting inzake informatica, over een telekopieerapparaat, over een aansluiting op de elektronische briefwisseling met specifiek adres en over een fotocopieerapparaat. Indien de aan de ploeg toevertrouwde opdrachten rechtstreeks contact met het publiek inhouden, wordt er ten minste een lokaal voor deze activiteit voorbehouden; het materieel en de documentatie die ter beschikking van de aanvragers moeten gesteld worden, zijn in dat lokaal te bereiken.

Art. 4. De gemeenschapsdienst is toegankelijk op alle werkdagen gedurende heel het jaar, uitgezonderd maximum vier weken per jaar. Hij oefent zijn opdrachten uit zonder onderscheid van filosofische, politieke of godsdienstige strekkingen.

Afdeling 2. — Bepalingen toepasselijk op de plaatselijke Centra

Art. 5. Om de aan het plaatselijk Centrum toevertrouwde opdrachten tot een goed einde te kunnen brengen, bestaat zijn ploeg altijd ten minste uit :

a) een lid of meer leden houder van een universitair diploma of een diploma van niet universitair hoger onderwijs en dat bovendien bewijs levert een specifieke opleiding inzake gezondheidsopvoeding te hebben genoten en een voltijdse beroepsactiviteit van ten minste drie jaar te hebben uitgeoefend inzake gezondheidspromotie op de datum van de indiening van de aanvraag tot erkenning. Dit criterium betreffende de activiteit wordt evenwel op vijf jaar gebracht voor de gediplomeerde(n) die geen bewijs levert (leveren) een specifieke opleiding te hebben genoten. Hun gecumuleerde arbeidstijd mag niet korter zijn dan een daarmee overeenstemmende voltijdse opdracht;

b) een lid houder van een universitair diploma of van het niveau vereist voor de werving in niveau 2+ bij de diensten van de Regering van de Gemeenschap en die bovendien bewijst een specifieke opleiding te hebben genoten inzake gezondheid of documentatie of een voltijdse activiteit inzake gezondheidspromotie gedurende ten minste drie jaar te hebben uitgeoefend;

c) een lid of twee leden dat (die) het secretariaat waarneemt (waarnemen) en houder van een diploma van het niveau vereist voor de werving in niveau 2 bij de diensten van de Regering van de Gemeenschap.

De globale arbeidstijd van de personen vermeld bij littera b) en littera c) mag niet korter zijn dan een daarmee overeenstemmende anderhalve voltijdse opdracht.

De coördinatie van de ploeg wordt toevertrouwd aan een lid dat de in lid a) voorziene kwalificatie heeft; zijn prestaties zijn niet korter dan 60 % van een voltijdse opdracht.

Art. 6. Het plaatselijk Centrum heeft lokalen te zijner beschikking die aangepast zijn aan zijn opdrachten, meer bepaald inzake documentatie en coördinatie. De lokalen zijn voor exclusief gebruik voorbehouden, gemakkelijk te identificeren en gemakkelijk toegankelijk zowel voor beroepslui als voor particulieren; bovendien beschikt het plaatselijk Centrum over een vergaderzaal.

De ploeg beschikt over het nodige meubilair, over een of meer telefoonlijnen, over een basisuitrusting inzake informatica, over een telecopieerapparaat, over een aansluiting op de elektronische briefwisseling met specifiek adres en over een fotocopieerapparaat.

Art. 7. § 1. Het plaatselijk Centrum is ten minste 35 uur per week open. Het is ten minste driemaal per week buiten de kantooruren toegankelijk, naargelang van de vraag daartoe. Een sluiting van maximum vier weken per jaar is veroorloofd. Tijdens de sluitingsperiode wordt er een telefoonpost verzekerd via de partners van de vereniging; deze waarborgt een minimumdienst aan de bevolking. De diensten van de Regering worden ingelicht over deze modaliteiten.

§ 2. Het plaatselijk Centrum waarvan het territoriaal ambtsgebied zich over verschillende arrondissementen uitstrekt, moet ten minste een antenne oprichten die geografisch afgezonderd is van de hoofdzetel van zijn activiteiten, om optimaal te beantwoorden aan de behoeften van de bevolking. Buiten zijn hoofdzetel, beschikt iedere antenne over voldoende middelen inzake personeel, lokalen en materieel om aan de behoeften van de bediende bevolking tegemoet te komen.

Art. 8. Het plaatselijk Centrum houdt in zijn territoriaal ambtsgebied ten minste tweemaal per jaar een coördinatievergadering met de medewerkers op het terrein die bij de gezondheidspromotie betrokken zijn. Het geeft de notulen door aan de Diensten van de Regering.

Afdeling 3. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 9. § 1. De aanwerving of de aanwijzing van het bij de artikelen 2 en 5 bedoeld personeel moet effectief zijn uiterlijk negentig dagen na de inwerkingtreding van de beslissing tot erkenning.

§ 2. De aan de aanvragers te verstrekken documentatie en informatie worden geregeld bijgehouden.

§ 3. De diensten zoals fotocopieën, documentatie, verzendkosten voor documentatie kunnen tegen hun kostprijs teruggevorderd worden.

§ 4. In de andere gevallen, behoudens deze die uitdrukkelijk door de Regering toegelaten worden, mogen de Gemeenschapsdienst en het plaatselijk Centrum geen enkele vergoeding aan derden vragen voor de diensten die zij in het kader van de hen toegewezen opdrachten bewijzen.

Art. 10. De Gemeenschapsdienst en het plaatselijk Centrum houden een samenvattend dossier bij waarin voor elke aanvraag die hen wordt toegestuurd de volgende gegevens worden opgenomen :

- het nummer van de aanvraag;
- het profiel of de identificatie van de aanvrager; de betrokken personen kunnen kennis nemen van de gegevens en een eventuele rechtzetting bekomen, overeenkomstig de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van het privé-leven en haar toepassingsbesluiten. De vertrouwelijkheid van deze inlichtingen wordt gewaarborgd door de Gemeenschapsdiensten en de plaatselijke Centra;
- de datum;
- het voorwerp van de aanvraag;
- de aard van het antwoord;
- desgevallend, de gevraagde vergoeding.

Bovendien wordt er een dossier bijgehouden voor elke aanvraag waaraan een gevolg dient gegeven, met aanduiding van het voorwerp van de aanvraag en het gevolg dat eraan gegeven werd.

Art. 11. § 1. De Gemeenschapsdiensten en de plaatselijke Centra nemen regelmatig deel aan de vergaderingen van de Overlegcomités respectievelijk bedoeld bij de artikelen 10, laatste lid en 12, lid 2 van het decreet. Deze Comités bestaan uit vertegenwoordigers behoorlijk gemandateerd door hun inrichtende macht.

§ 2. Bij hun inrichting stellen de Overlegcomités een huishoudelijk reglement op.

§ 3. De Overlegcomité's houden vergadering op verzoek van hun voorzitter, of wanneer een derde van hun leden het hem vragen.

De directeur-generaal of de ambtenaar die hij daartoe afvaardigt, wordt op de vergaderingen uitgenodigd.

§ 4. Buiten de bij de bovenvermelde artikelen 10, laatste lid en 12, lid 2 bedoelde opdrachten, doen de Overlegcomités aan de Regering en aan de Hoge Raad de voorstellen die zij nuttig achten om de doeltreffendheid van hun acties kracht bij te zetten en om de werking van de actieve structuren inzake gezondheids promotie te verbeteren.

HOOFDSTUK 3. — *Procedures om de Gemeenschapsdiensten en de plaatselijke Centra te erkennen en te controleren*

Art. 12. § 1. De instelling of de dienst die haar erkenning als Gemeenschapsdienst aanvraagt, dient bij de Minister, met afschrift aan de directeur-generaal, een aanvraag in opgesteld volgens het model als bijlage 1.

§ 2. De aanvrager moet, ter staving van zijn aanvraag, het bewijs leveren van een ervaring van ten minste vijf jaar op het (de) gebied(en) bedoeld bij artikel 9 van het decreet waarvoor de erkenning is gevraagd en zich ertoe verbinden de bepalingen van het decreet en van zijn toepassingsbesluiten na te leven, inzonderheid de bepalingen van de artikelen 2 tot 4 en 9 tot 11 van dit besluit.

Art. 13. § 1. De vereniging die haar erkenning aanvraagt als plaatselijk Centrum dient bij de Minister, met afschrift voor de directeur-generaal, een aanvraag in opgesteld volgens het model als bijlage 2.

§ 2. De aanvrager moet, ter staving van zijn aanvraag, zich ertoe verbinden de bepalingen van het decreet en van zijn toepassingsbesluiten na te leven, inzonderheid de bepalingen van de artikelen 5 tot 11 van dit besluit.

Art. 14. De Diensten van de Regering worden onmiddellijk ingelicht over elke wijziging aan de gegevens medegedeeld in de oorspronkelijke aanvraag.

Art. 15. De aanvraag tot erkenning wordt ter advies aan de Hoge Raad voorgelegd, samen met het verslag van de Diensten van de Regering, inzonderheid in verband met de naleving van de artikelen 9 en 13 van het decreet. Dit advies moet gegeven worden binnen een termijn die de zestig dagen niet overschrijdt. De Regering beslist over de aanvraag tot erkenning binnen de dertig dagen van de kennisgeving van bovenvermeld advies.

Art. 16. Elk jaar, vanaf het jaar dat volgt op hun erkenning of de verlenging ervan, bezorgen de Gemeenschapsdiensten en de plaatselijke Centra aan de Minister, met afschrift voor de directeur-generaal, v or 31 maart, een kort verslag waarin het overzicht van de activiteiten en het eindresultaat van de evaluatie van de laatste twaalf maanden alsook hun actieplan voor de komende twaalf maanden en, meer algemeen, voor de langere termijn is opgenomen.

Art. 17. De Diensten van de Regering voeren ter plaatse de controles uit, zowel functionele als technische, over de naleving van de voorwaarden van de erkenning van elke Gemeenschapsdienst of plaatselijk Centrum. Zij delen hun conclusies mee aan de Regering.

Art. 18. Voor elke verlenging van de erkenning boven de in het besluit bepaalde duur moet er op eigen initiatief een aanvraag worden ingediend, in de vorm bepaald bij de artikelen 12 en 13, ten minste zes maanden v or het verstrijken van de geldende erkenning.

HOOFDSTUK 4. — *Procedure tot intrekking van de erkenning door de Gemeenschapsdiensten en de plaatselijke Centra*

Art. 19. Onverminderd de bepalingen van hoofdstuk 6 van het besluit van 17 juli 1997, kan een Gemeenschapsdienst of een plaatselijk Centrum zijn erkenning zien ingetrokken worden :

1° indien hij de opdrachten die hem worden opgedragen wegens of krachtens de bepalingen van het decreet niet naleeft;

2° indien hij noch de voorwaarden voor de erkenning bepaald bij het decreet, noch de andere voorwaarden bepaald in hoofdstuk 2 van dit besluit en in het besluit tot erkenning naleeft;

3° indien hij de toelagen die hem worden toegekend niet aanwendt overeenkomstig de voorwaarden van het besluit van 17 juli 1997 of van het besluit waarbij de toelage wordt toegekend;

4° indien hij de Diensten van de Gemeenschap niet inlicht over de wijzigingen die zich kunnen voordoen in de gegevens medegegeeld in de oorspronkelijke aanvraag.

Art. 20. Zodra hij een of meer bij artikel 19 bedoelde tekortkomingen vaststelt, stuurt de directeur-generaal aan de Minister een omstandig verslag. Hij zendt dezelfde dag en per aangetekende brief een afschrift aan de verantwoordelijke van de inrichtende macht van de Gemeenschapsdienst of van het betrokken plaatselijk Centrum, die bij een ter post aangetekende brief aan de Minister zijn opmerkingen kan laten gelden. Om ontvankelijk verklaard te kunnen worden, moet deze brief binnen de veertien dagen van de kennisgeving van het omstandig verslag aan de Minister gestuurd worden met afschrift aan de directeur-generaal.

Art. 21. Indien de Regering, in het bezit van het volledig dossier, oordeelt dat een of meer in artikel 19 bedoelde tekortkomingen aangetoond is (zijn), geeft hij aan de Gemeenschapsdienst of aan het betrokken plaatselijk Centrum kennis van een ingebrekestelling om zich binnen de zestig dagen te schikken naar de bepalingen van het decreet en van de besluiten die voor de uitvoering ervan zorgen.

Art. 22. Bij het verstrijken van de in artikel 21 bepaalde termijn, brengt de directeur-generaal verslag uit bij de Minister over de schikkingen genomen door de Gemeenschapsdienst of het plaatselijk Centrum ten gevolge van de ingebrekestelling waarvan de Regering kennis heeft gegeven, met nadere toelichting over het al dan niet geschikte oogenblik om aan de Regering de intrekking van zijn erkenning voor te stellen. Hij stuurt dezelfde dag en per aangetekend schrijven een afschrift aan de verantwoordelijke van de inrichtende macht van de Gemeenschapsdienst of van het betrokken plaatselijk Centrum, die binnen de veertien dagen van de kennisgeving van het afschrift en bij een ter post aangetekende brief gestuurd aan de Minister kan vragen gehoord te worden.

Desgevallend, wordt de verantwoordelijke door de Minister gehoord, in aanwezigheid van de directeur-generaal, die notulen over het onderhoud opstelt en die binnen de veertien dagen na het horen van betrokken verantwoordelijke deze notulen aan de Minister overmaakt.

Art. 23. Indien de Regering, in het bezit van het volledig dossier, oordeelt dat een of meer in artikel 19 bedoelde tekortkomingen aangetoond blijft (blijven) en dat de ernst ervan een intrekking van de erkenning wettigt, geeft hij aan de Gemeenschapsdienst of aan het betrokken plaatselijk Centrum kennis van de intrekking van zijn erkenning.

HOOFDSTUK 5. — *Oprachten van het Centrum voor operationeel onderzoek inzake volksgezondheid*

Art. 24. Het programma "Centre de recherche opérationnelle et santé publique" (CROSP), opgesteld door het Wetenschappelijk Instituut voor Volksgezondheid Louis Pasteur, en betoelaagd tot 31 december 1999 in het kader van het hogervermeld samenwerkingsakkoord van 18 mei 1995, wordt belast met een opdracht van hulpverlening om beslissingen te nemen of aanbevelingen te geven zowel ten voordele van de Regering als van de Hoge Raad, door informatie te bezorgen die gedocumenteerd zijn naargelang van de epidemiologische methodes, in de volgende gebieden :

1° schatting van de gezondheidstoestand van de bevolkingen van de Franse Gemeenschap en zijn evolutie;

2° identificatie van de prioritaire behoeften voor acties van volksgezondheid en voorlegging van objectieven;

Het "CROSP" kan ook met bijkomende opdrachten inzake operationeel onderzoek worden belast om de gekozen acties op een rationele wijze te organiseren.

Art. 25. § 1. Een Commissie « Epidemiologie » wordt opgericht binnen de Hoge Raad. Zij is als volgt samengesteld :

a) ten minste drie deskundigen door de Hoge Raad aangesteld onder zijn werkende en plaatsvervangende leden;

b) twee leden van het "CROSP", aangesteld door de directeur van het Wetenschappelijk Instituut voor Volksgezondheid Louis Pasteur;

c) twee leden van de Diensten van de Regering, aangesteld door de directeur-generaal.

§ 2. De Hoge Raad benoemt de voorzitter van de Commissie onder de in § 1 bedoelde deskundigen. Deze Commissie vergadert ten minste driemaal per jaar op initiatief van haar voorzitter.

§ 3. Het mandaat van de leden van de Commissie loopt ten einde ofwel door ontslagneming, ofwel door het verlies van de hoedanigheid krachtens welke zij werden aangesteld.

§ 4. De werkende en plaatsvervangende leden van de Hoge Raad aangesteld als deskundigen ontvangen hetzelfde presentiegeld en dezelfde reisvergoedingen als de leden van de Hoge Raad, voor de vergaderingen van de Commissie.

Art. 26. Voor de verlenging van de opdrachten van het "CROSP" buiten de periode waarop het bovenvermeld samenwerkingsakkoord van 18 mei 1995 betrekking heeft, moet er desnoods een nieuw samenwerkingsakkoord worden afgesloten, na advies van de Hoge Raad voor gezondheids promotie.

HOOFDSTUK 6. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 27. Tot op het ogenblik dat de Overlegcomités respectievelijk bedoeld bij de artikelen 10, laatste lid en 12, lid 2 van het decreet zijn ingericht, worden hun opdrachten uitgeoefend door het paritair Comité van het communautair Centrum voor Coördinatie.

Art. 28. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 20 februari 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs,
de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX

Bijlage 1

Aanvraag tot erkenning als Gemeenschapsdienst voor gezondheidspromotie

Benaming van de instelling of de verzoekende dienst :

.....

Rechtspositie : (vzw, dienst van een Universiteit.....)

N.B. Voor de vzw's dienen de in het Staatsblad bekendgemaakte geactualiseerde statuten gevoegd alsook de lijst van de leden van de Algemene Vergadering en de Raad van Bestuur.

Adres van de maatschappelijke zetel :

Activiteitszetel(s) :

Telefoon :

Fax :

E-Mail :

Verantwoordelijke voor de inrichtende macht :

Opricht(en) waarvoor de erkenning wordt aangevraagd (art. 10 van het decreet van 1.7.1997) :

Nuttige ervaring wat de opdracht(en) in kwestie betreft :

(nader te bepalen)

Samenstelling of ontwerp van samenstelling van de ploeg (met aanduiding van de kwalificaties en de arbeidstijd van ieder lid; er een afschrift van de diploma's, arbeidsovereenkomst of besluit houdende tewerkstelling bijvoegen)

.....

Coördinator van de ploeg :

Openingsuren van de dienst :

Arbeidsproject, evaluatieplan, planificatie van de taken :

.....

.....

Voorzieningsbegroting voor de activiteiten waarvoor de erkenning is aangevraagd, op jaarlijkse basis :

(te ventileren per opdracht)

De aanvrager verbindt er zich toe de bepalingen na te leven van de artikelen 2 tot 4 en 9 tot 11 van het besluit van 20 februari 1998 tot bepaling van de procedures tot erkenning en intrekking van de erkenning van de Gemeenschapsdiensten en de plaatselijke Centra voor gezondheidspromotie en het personeel van de ploeg aan te werven of tewerk te stellen uiterlijk negentig dagen na de inwerkingtreding van de beslissing tot erkenning.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van 20 februari 1998 tot bepaling van de procedures tot erkenning en intrekking van de erkenning van de Gemeenschapsdiensten en de plaatselijke Centra voor gezondheidspromotie, en de opdrachten van het Centrum voor operationeel onderzoek inzake volksgezondheid.

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs,
de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

Bijlage 2

Aanvraag tot erkenning als plaatselijk Centrum voor gezondheidspromotie

Benaming van de instelling of de verzoekende dienst :

.....

(er de geactualiseerde statuten die in het *Belgisch Staatsblad* werden bekendgemaakt alsook de lijst van de leden van de Algemene Vergadering en van de Raad van Bestuur bijvoegen)

Adres van de maatschappelijke zetel :

Telefoon :

Verantwoordelijke voor de inrichtende macht :

Activiteitszetel(s) :

Telefoon :

Fax :

E-Mail :

Territoriaal ambtsgebied waarvoor de erkenning wordt aangevraagd :

Samenstelling of ontwerp van samenstelling van de ploeg tewerkgesteld in het plaatselijk Centrum voor gezondheidspromotie (met aanduiding van de kwalificaties en de arbeidstijd van ieder lid; er een afschrift van de diploma's, overeenkomst inzake indienstneming of besluit houdende tewerkstelling bijvoegen)

.....

Coördinator van de ploeg :

Openingsuren van het Centrum :

Beschrijving van de lokalen en van hun toegankelijkheid :

Zitdagen :

Meerjarenprogramma voor gecoördineerde acties :

Nader te omschrijven :

- de beschrijving van de acties en de activiteiten, alsook de rol van iedere partner;

- de juiste planificatie van in de tijd gerichte acties;

- de budgettering per actie van het programma. Hierin worden de investering en de rol van iedere partner nader bepaald in toepassing van artikel 14, §§ 1 en 2 van het decreet van 14.7.1997, volgens een door de Diensten van de Regering bepaald model;

- de beschrijving van de betrekkingen tussen elke actie of activiteit van het programma en het vijfjarenplan;

- de beschrijving van de samenwerkingen met de gemeenschapsdiensten en de andere tussenkomende partijen.

* Er het uittreksel van de beraadslagingen van de Raad van Bestuur van de vereniging bijvoegen, waarin de goedkeuring van het vijfjarenprogramma voor gecoördineerde acties is vermeld.

De aanvrager verbindt er zich toe de bepalingen na te leven van de artikelen 5 tot 11 van het besluit van 20 februari 1998 tot bepaling van de procedures tot erkenning en intrekking van de erkenning van de Gemeenschapsdiensten en de plaatselijke Centra voor gezondheidspromotie en het personeel van de ploeg aan te werven of tewerk te stellen uiterlijk negentig dagen na de inwerkingtreding van de beslissing tot erkenning.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de regering van 20 februari 1998 tot bepaling van de procedures tot erkenning en intrekking van de erkenning van de Gemeenschapsdiensten en de plaatselijke Centra voor gezondheidspromotie, en de opdrachten van het Centrum voor operationeel onderzoek inzake volksgezondheid.

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs,
de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX